



*Union Régionale de Bretagne
du Parti Socialiste*

Proposition de résolution du BREIS
10 février 08

Les élections municipales et cantonales des 9 et 16 mars 2008 constituent une échéance démocratique essentielle pour nos concitoyens. La Bretagne ne doit pas manquer ce rendez-vous.

Dans le contexte que l'on connaît : une croissance en baisse, un pouvoir d'achat en berne, un commerce extérieur en crise, un gouvernement incapable de répondre aux difficultés et un Président qui privilégie la communication et l'agitation sur le respect de ses engagements, les socialistes bretons affirment une nouvelle fois leur volonté d'être utiles à leurs concitoyens et doivent montrer la voie par leurs succès tant au niveau municipal que cantonal.

En Bretagne, à l'image du Conseil Régional et des Conseils Généraux, la gauche est largement rassemblée. C'est, nous semble-t-il, la stratégie la plus efficace pour permettre à de nouveaux cantons et de nouvelles mairies de défendre nos valeurs de solidarité et de justice sociale.

Comme lors des dernières rencontres des socialistes bretons, nous souhaitons apporter une vision de la gauche réformatrice, basée sur des valeurs communes pour le mieux vivre ensemble.

Nous continuerons, en Bretagne, de construire une société de cohésion, une société confiante en son avenir, attentive aux aspirations personnelles, aux besoins de tous les âges de la vie et aux nouvelles exigences écologiques.

Nous pourrons, en Bretagne, innover pour répondre aux défis économiques locaux mais aussi mondiaux.

Nous ferons de nos communes et de nos départements, des collectivités impliquées dans le développement durable : la question énergétique est plus que sensible dans notre péninsule.

Nous renforcerons nos communes et nos départements des territoires accessibles : le TGV à Brest et Quimper à trois heures de Paris en est une des clés de même que le très haut débit.

Nous devons faire de nos communes et de nos départements des territoires où le logement accessible à tous devienne une réalité: l'établissement public foncier d'Etat de Bretagne est l'outil incontournable qui nous permettra de le réaliser.

Nous nous impliquerons pour faire de nos communes et de nos départements des territoires innovants en matière de démocratie participative : la concertation avec nos concitoyens est dorénavant indispensable pour que nos projets locaux avancent dans la transparence.

Nous devons faire de nos communes et de nos départements une chaîne solidaire où chaque maillon joue un rôle indispensable à l'équilibre de l'autre : la Bretagne possède deux villes métropoles Brest et Rennes et elle a la chance d'avoir un réseau de villes moyennes qui contribuent toutes à un aménagement équilibré du territoire.

Nous devons faire de nos communes et de nos départements des territoires qui témoignent d'un engagement culturel fort fondé sur une réelle émancipation et sur la nécessité de permettre à chacun d'accéder à la culture.

Nous devons faire de nos communes et de nos départements des territoires où la lutte contre les exclusions et une politique sociale innovante seront nos priorités en les construisant, pierre par pierre, jour après jour, pour tous les individus de notre société.

Nous devons faire de nos communes et de nos départements des lieux de solidarité entre générations : l'adaptation de nos collectivités au vieillissement de la population est un enjeu capital des prochaines années.

Les élections municipales et cantonales sont l'occasion pour chacun de confirmer son attachement à ce modèle de développement solidaire qui contribue à la réussite et à l'attractivité de la Bretagne.